

Déclaration de l'UNSA-Education au CDEN du 9 février 2018

**Monsieur le Préfet,
Monsieur le Président du Conseil Départemental,
Madame la Directrice Académique,
Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,**

La rentrée 2018 et la conception des cartes scolaires dans le pays sont les premières pour le président, son gouvernement et sa majorité, issus des urnes en mai et juin 2017. Si nationalement la priorité à l'enseignement primaire est affichée et constatable avec 3880 postes malgré une évolution démographique négative de - 32 657 élèves, le déploiement de ces postes n'améliore pas notablement la situation globale de nos écoles.

L'académie de Grenoble a été dotée de 88 postes dans le premier degré pour couvrir les besoins des cinq départements.

Les priorités affichées dans le document du Comité Technique Académique du 22 janvier sont :

- la hausse démographique,
- les dédoublements de CP en REP,
- l'augmentation du potentiel de remplacement et la scolarisation avant 3 ans.

L'Isère bénéficie de 42 ETP sur les 88, avec certes une baisse de 973 élèves à la rentrée 2018.

Le dispositif « 100% de réussite au CP » (et CE1 en REP+) consomme à lui seul 65 ETP, soit plus que la dotation allouée.

Si le dispositif 100% de réussite au CP peut apparaitre louable, **l'UNSA-Education** redit qu'il ne règlera pas à lui seul la question de la difficulté scolaire, puisque 70% des élèves à besoins éducatifs particuliers ne sont pas scolarisés en éducation prioritaire.

Nous considérons, par ailleurs, la suppression de 12 postes de maîtres surnuméraires comme un dommage collatéral de la mesure phare du Président Macron.

Plus globalement, la dotation nous semble largement insuffisante pour améliorer de façon significative les moyens en remplacement, l'accueil des moins de 3 ans, le renforcement des RASED et surtout le taux d'encadrement qui reste encore en dessous de la moyenne nationale.

L'UNSA-Education s'offusque des 89 retraits fermes prévus et les 35 à suivre, du nombre trop élevés d'élèves par classe après fermeture et de la façon dont les mesures sont parfois prises, sans réelle concertation avec les équipes. Les choix faits ne répondent pas aux objectifs d'amélioration de l'accueil et de réussite de tous les élèves ni à la nécessaire amélioration des conditions de travail de nos collègues.

Pour ces raisons et malgré les modifications proposées en CTSD ce matin, nous voterons contre les propositions présentées à ce CDEN.

Pour l'UNSA-Education

Serge RAVEL / Patrick Maurey